

DÉCLARATION LIMINAIRE CTL 7 JANVIER 2021

Madame la Présidente,

Le directeur général, M. Fournel, a déclaré dans ses vœux que les agents de la DGFIP avaient bien mérité de prendre des congés. Certains ne le remercient pas de leur en avoir volé pendant le confinement...

Il met en exergue le taux de satisfaction des usagers du service public mais ce n'est pas ce que l'on entend parfois au guichet, au téléphone ou devant les centres des Finances Publiques fermés les après midi...

La DGFIP, avec le Contrat d'Objectifs et de Moyens, veut obtenir des gains de productivité partout où cela est possible et même ailleurs (Plateformes, Centralisations de missions, Pôles nationaux de soutien au Réseau, Démétropolisations...) avec pour conséquences : des suppressions d'emplois évidemment...mais aussi la destruction, la destructuration du réseau et un accueil physique réduit au strict minimum. Que va t'il rester dans un SIE par exemple ? Quel sera alors son cœur de métier ? En général, quand le cœur ne bat plus c'est la disparition assurée...

Voici enfin deux exemples édifiants de négligences de la Direction Générale :

- Les bases de calcul TH des dotations aux communes ont baissé considérablement pour certaines d'entre elles :

Une note transmise en urgence aux agents le 30 novembre intervient seulement 2 jours avant la date fatidique pour la remontée des bases TH, fixée depuis plusieurs mois au 2 décembre, qui demande de taxer à tout-va, coûte que coûte, et d'établir des rôles supplémentaires de taxe d'habitation et aussi en secondaire sans avoir la certitude de leur bien fondé...

- Le rapport Bonnet/Catanèse du 23 juillet 2020 au sujet des «propositions d'évolutions des modalités d'organisation de l'accueil physique des usagers de la DGFIP» : On ose toutefois espérer que vous ne partagez pas le cynisme glaçant de vos confrères, qui expliquent par écrit qu'il faut profiter de la pandémie actuelle, qui est responsable de milliers de morts, pour accélérer la généralisation de l'accueil physique et téléphonique en mode dégradé, sur la base de ce qui a été fait pendant la campagne IR 2020, pour ne pas revenir en arrière.

Au niveau local, les résultats de l'Observatoire Interne de 2019 (celui qui doit être affiché sur Ulysse 47...) montrent que vos collègues du Lot et Garonne, madame la Présidente, ont le sentiment majoritaire (et supérieur à la DGFIP) de changements trop rapides, que l'évolution ne va pas dans le bon sens, qu'ils ne se sentent pas acteurs de ces changements. Les pourcentages d'optimisme et de motivation ne sont pas bons non plus.

Est-ce grave pour vous, madame la Présidente ? Non, on va mieux communiquer car les agents n'ont pas bien compris la politique de la DGFIP, pondre un budget participatif pour distraire les agents, mettre en place un groupe de travail afin de trouver des idées pour rendre attractives nos missions (celles qui vont rester mais lesquelles ?)...

La CGT Finances Publiques 47 revendique toujours en 2021 l'abandon de toutes les réformes et restructurations en cours, et a minima leurs suspensions immédiates.

Elle continue de défendre les missions et le réseau, au nom de sa vision du service public et des agents publics. La crise sanitaire actuelle démontre avec force combien nos services publics sont indispensables face aux attentes des citoyens mais aussi des acteurs économiques.

La CGT Finances Publiques 47 formule des vœux de très bonne année et surtout la santé à l'ensemble des agents du département :

OUI BONNE SANTÉ

- pour pouvoir résister à la crise sanitaire et à la crise sociale
- pour aider les entreprises et les particuliers
- pour continuer à encaisser durablement les impôts, amendes et produits locaux dans les Centres des Finances publiques
- pour espérer la fin du gel du point d'indice
- pour demander l'amélioration de leurs conditions de travail
- pour obtenir l'arrêt des concentrations des missions sous forme d'usines dans les grandes villes du département (voire supra départemental...)
- pour déplorer la mise en place des supérettes bon marché de services publics dans les territoires ruraux en supprimant les trésoreries de proximité de pleine compétence

La CGT Finances Publiques 47 réclame également un contrat : un contrat de moyens humains, matériels et financiers afin d'atteindre les objectifs et NON PAS L'INVERSE !